

Le texte ci-dessous comprend de plus amples informations et détails au sujet des trois revendications, mentionnées dans le texte de campagne du 16 octobre. Ce texte de campagne a été élaboré par BAPN et ses réseaux régionaux de lutte contre la pauvreté.

TOILE DE FOND:

la recommandation sur l'inclusion active

Les trois revendications sous mentionnées sont les trois piliers d'une recommandation européenne, approuvée en 2008: la recommandation sur l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail.¹ Cette recommandation affirme à juste titre que l'emploi combine plusieurs aspects. A côté de l'accent sur un marché du travail inclusif, la recommandation met également en lumière l'importance d'un revenu adéquat et l'accès des services de qualité pour tous. Ces éléments doivent former un tout. Ils doivent être développés en même temps pour offrir un réel levier dans la lutte contre la pauvreté.

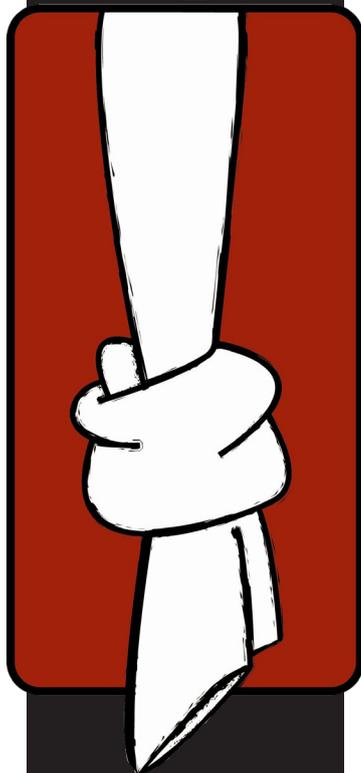
« Actuellement, vu le manque de places dans l'accueil de la petite enfance, les lieux d'accueil donnent souvent la priorité aux enfants dont les parents travaillent. Les parents sans emploi ne peuvent ainsi pas faire garder leurs enfants dans ces structures ce qui rend difficile la recherche d'emploi, d'une formation ou simplement le fait d'avoir la bulle d'oxygène nécessaire. »

Josée, mère d'une famille en situation de pauvreté

La démarche vers un emploi peut être simplifiée en donnant aux personnes la possibilité de souffler, en supprimant la tension liée à la lutte quotidienne pour la (sur)vie. A cet égard, un revenu stable et adéquat ainsi que le soutien des services, sont des éléments cruciaux. C'est pourquoi cette recommandation sur l'inclusion active, composée de ces trois piliers, témoigne d'une compréhension plus profonde de la pauvreté et des leviers à activer pour y échapper.

Les décideurs politiques doivent intégrer cette recommandation ; elle doit se traduire en mesures concrètes améliorant la vie des personnes en situation de pauvreté. Il est urgent que les états investissent de façon simultanée, intensive et proportionnelle dans ces trois piliers.

REVENDICATION 1



HAUT LES BAS REVENUS

Selon la méthode de calcul européenne, les enfants/les jeunes belges sont pauvres quand ils vivent dans une famille dont le revenu mensuel se situe en deçà de 60% du revenu médian national. Ceci s'appelle le seuil de pauvreté. Le montant du seuil de pauvreté dépend de la composition du ménage. Ainsi, en Belgique, une personne isolée est pauvre quand elle dispose d'un revenu mensuel inférieur à 966 €. Une famille composée de deux adultes et deux enfants (moins de 14 ans) vit en situation de pauvreté quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 2.029 €. ² En Belgique, 16% des enfants et des jeunes grandissent dans une famille pauvre et on constate une tendance à la hausse. Le taux de pauvreté en Belgique pour la population entière s'élève à 14,6%. ³

En Belgique, beaucoup de salaires et d'allocations sociales se situent actuellement en dessous de ce seuil. Ceci est inadmissible. Regardons par exemple les allocations. Le revenu d'intégration d'un cohabitant s'élève à 513,46€ par mois. Une personne seule reçoit 770,18€ et une personne ayant une famille à charge reçoit 1.026,91€. ⁴ Ces chiffres illustrent les écarts énormes qui existent entre le revenu d'intégration et le seuil de pauvreté. Ce constat est également vrai pour de nombreux revenus du travail, les pensions, les allocations de remplacement... qui eux aussi sont inférieurs au seuil de pauvreté.

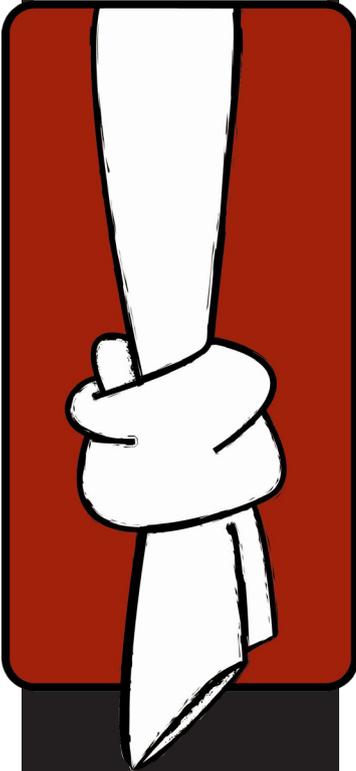
De plus, les témoignages des personnes en situation de pauvreté ont montré que les montants liés au seuil de pauvreté (966€ et 2.029€ par mois) sont sous-évalués. L'étude belge sur les budgets minimaux ⁵ renforce ce constat et indique que le seuil européen de risque de pauvreté est inférieur au montant permettant de mener une vie décente: il est urgent de réclamer un revenu mensuel net plus élevé. Faites le calcul : que pouvez-vous faire, en tant que personne seule, avec 966€ par mois, ou avec 2.029€ pour une famille avec deux enfants...?

² Chiffres du SPF Economie: <http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/travailvie/revenus/pauvrete/>

³ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=en&pcode=t2020_52

⁴ Chiffres du SPP Intégration Sociale: <http://www.mi-is.be/be-fr/cpas/lequivalent-du-revenu-dintegration-sociale>

⁵ Van Thielen, K., Baldewijns, K. et al (2010). Quel est le revenu dont une famille belge a besoin pour s'en sortir ? Budgets minimaux et protection du revenu minimum. Louvain: Acco.



« Les personnes ayant un revenu adéquat ne s'attardent pas sur le vrai coût de la vie, elles ne se rendent pas compte des dépenses: les assurances (assurance incendie, assurance maladie,...) ou les impôts obligatoires (taxe communale, taxe environnementale,...). Il s'agit parfois de montants peu importants, mais chaque euro compte [pour les personnes en situation de pauvreté]. Evidemment, le loyer est le coût le plus important. Mais il y a aussi le gaz, l'électricité, l'alimentation, les frais de santé,... »

Daniel, personne en situation de pauvreté

« Je fais le calcul au début du mois. Je fais une liste des dépenses à faire pour le mois. Mais souvent, cette liste débouche sur un montant négatif. Quand des coûts imprévus s'imposent, c'est un désastre. Alors, nous épargnons sur l'alimentation. Mon compte est déjà fait: ce mois, j'ai 2€ par jour pour acheter à manger pour ma fille et moi. C'est survivre. »

Pascale, experte du vécu dans la pauvreté

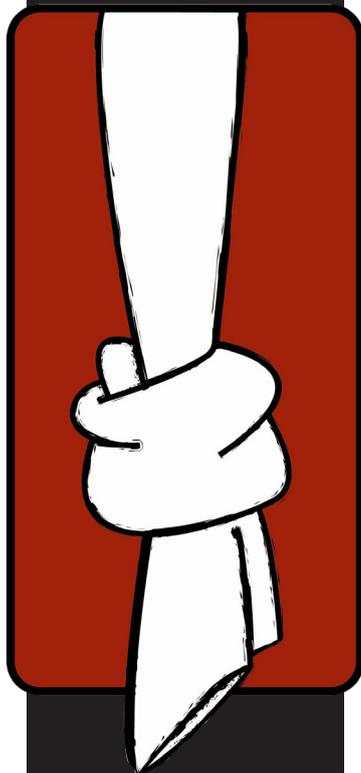
« Les revenus et les allocations ne sont pas proportionnels aux dépenses à faire. »

André, personne en situation de pauvreté

L'étude de « Budgets Minimaux » part de la question suivante : de quoi une famille belge a-t-elle besoin pour mener une vie décente ? Pour y répondre, les scientifiques composent un panier type dit « panier de la ménagère », c'est à dire, un ensemble de biens et de services qui sont indispensables pour pouvoir mener une vie décente. Cette analyse part des besoins réels et des droits de l'individu: un logement de qualité, une alimentation saine, l'accès à l'enseignement adéquat... Chaque élément du panier est alors évalué sur base du coût de la vie en Belgique.

BAPN demande que les basses allocations et les bas revenus soient augmentés jusqu'à un montant qui tienne réellement compte du coût de la vie, comme le 'panier' de l'étude de Storms et al.

REVENDICATION 2



ACCES AUX SERVICES (DE QUALITE)

Avoir accès aux services, surtout les services publics, est d'une importance cruciale. En effet, les services constituent aujourd'hui la porte d'entrée pour faire valoir ses droits. Malheureusement, nous constatons que – dans ces services – les personnes en situation de pauvreté sont confrontées à de nombreux obstacles ayant des conséquences catastrophiques sur leur vie (des obstacles financiers, un manque de confiance, mauvaises heures d'ouverture, la honte, un accès difficile,...). BAPN plaide en faveur d'une attribution automatique des droits. Cette automaticité permettrait aux personnes d'obtenir l'aide nécessaire dans leur situation sans devoir pour autant remplir des démarches administratives complexes, pleines de données que l'état a déjà en sa possession. De plus en plus, les familles en situation de pauvreté sont soumises à des contrôles et des charges administratives croissantes.

« Il est souvent difficile d'accéder à un droit ou à une aide. Les démarches administratives sont compliquées et les services manquent de coordination. En plus, on doit tout le temps prouver qu'on est pauvre, on a tout le temps l'impression d'être suspect. »

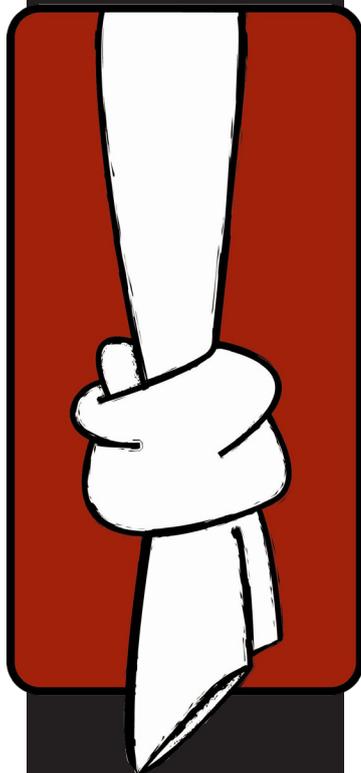
Chantal, personne en situation de pauvreté

Complexité et stigmatisations n'ont cessé de dégrader la confiance que les enfants, les jeunes et les familles en situation de pauvreté ont en eux. Cela entrave encore davantage l'accès aux services nécessaires. **L'accès aux structures d'accueil de la petite enfance** est un véritable goulet d'étranglement pour les familles en situation de pauvreté. Nous demandons une couverture de 100% des besoins de garde d'enfants des familles à travers des structures d'accueil de la petite enfance (crèches, écoles maternelles, garderies, maisons de l'enfance) de qualité. En plus, les structures d'accueil doivent être financièrement accessibles à toutes les familles.

L'accès aux activités de temps libre, aux loisirs culturels et sportifs, aux mouvements de jeunesse, à l'animation collective de quartier,... est indispensable pour que les enfants et les jeunes puissent se développer, s'amuser et construire un réseau social,...

« Pour les familles en pauvreté, l'accès aux loisirs et à la culture est compliqué. C'est pourtant essentiel de renforcer cet accès qui permet aux personnes de reprendre confiance en elles, de se reconstruire. »

Michel, personne en situation de pauvreté



Les services ont un impact décisif sur la vie des familles, des enfants et des jeunes en situation de pauvreté. A cet égard, l'accès à l'enseignement joue un rôle crucial. Les enfants et les jeunes passent de nombreuses années sur les bancs de l'école. L'enseignement détermine fortement l'avenir de l'enfant/du jeune. Nous constatons que l'enseignement ne réussit pas à rompre le cercle vicieux de la pauvreté générationnelle. Au contraire, il renforce la distinction entre les différentes classes de notre société et contribue ainsi à l'exclusion sociale à travers le renforcement des inégalités. Pour soutenir les enfants, les jeunes et les parents en situation de pauvreté, une réelle gratuité de l'enseignement est nécessaire.

« L'absence d'une réelle gratuité dans l'enseignement continue de constituer un obstacle important dans l'accès aux études mais aussi dans la relation entre l'école, l'enfant et la famille. Enfin, l'ordinateur et Internet deviennent des obligations demandées par l'école, pour transmettre des documents par exemple. Ceci s'avère coûteux voire inaccessible pour les familles. »

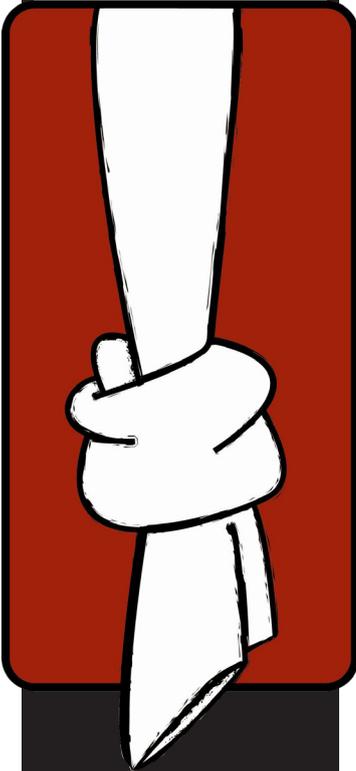
Annick, personne en situation de pauvreté

Pour soutenir les enfants et les jeunes en situation de pauvreté, il faut investir dans la lutte contre la discrimination.

Des enfants et des jeunes issus des familles pauvres, sont plus que d'autres victimes du système de refoulement et ont donc un plus grand risque d'être dirigés vers l'enseignement technique et professionnel. Ainsi, beaucoup d'enfants de familles pauvres se retrouvent dans des filières qu'ils n'ont pas choisies eux-mêmes, ce qui n'aide pas la motivation. Confrontés avec une telle situation, beaucoup de parents se sentent impuissants. Ils n'ont simplement pas les mêmes ressources et moyens dont autres familles peuvent disposer, comme par exemple un accompagnement dans les devoirs de leurs enfants (les parents sont souvent peu qualifiés), un espace tranquille pour étudier, un bon ordinateur, des cours privés,... L'enseignement peut jouer un rôle principal pour remédier à ces difficultés.

« L'école doit organiser de la remédiation de qualité et gratuite. Les parents sont en effet parfois démunis pour aider leurs enfants et ce, dès l'école primaire. Ils n'ont en outre pas les moyens de faire appel à des organismes payants. Par la suite, rapidement, le PMS est présent, souvent avec comme conséquence le fait d'être redirigé vers une autre filière. Alors qu'une autre solution était peut-être aussi possible, plus accessible, préventive, sans directement diriger le jeune ailleurs. »

Paul, personne en situation de pauvreté



« Le dépistage des troubles de l'apprentissage doit être réalisé au plus tôt et donner lieu à un soutien spécifique au sein des écoles. Le dépistage ne peut être une responsabilité des parents. Cette absence d'un dépistage précoce suffisant entraîne parfois une réorientation inappropriée de l'enfant vers l'enseignement spécial. »

Carine, personne en situation de pauvreté

« Il est difficile de laisser agir ma fille à sa guise, elle est constamment poussée dans des directions qu'elle ne veut pas suivre et qui sont toujours moins appréciées. Je dois me battre tout le temps pour que ceci ne se produise pas et ça me fâche. Comme ça, toute motivation disparaît, n'est-ce pas? Et son avenir? »

Pascale, expert du vécu dans la pauvreté

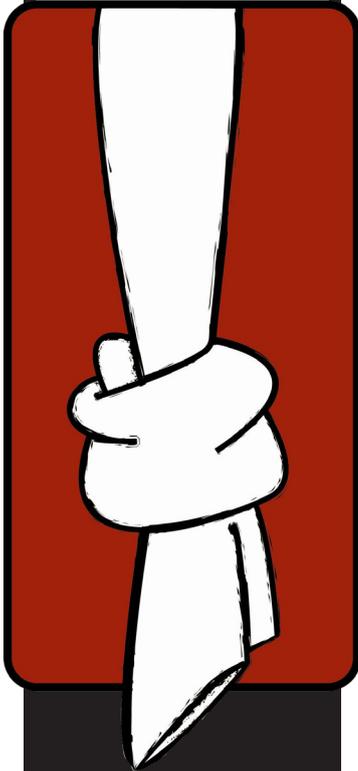
« Je n'avais pas accès à Internet à la maison et je n'osais pas l'avouer devant toute la classe. Alors, je suis rentrée à la maison, sans rien dire. Le lendemain j'ai eu le courage d'en parler avec l'instituteur [pour voir] s'il n'y avait pas moyen d'utiliser l'ordinateur de la classe après les heures scolaires. C'était hors de question. J'étais plantée là. Je n'ai plus jamais osé poser une telle question.? »

Christel, personne en situation de pauvreté

BAPN demande:

- une réelle gratuité de l'enseignement
- des mesures adaptées aux jeunes et familles en situation de pauvreté qui doivent prévenir discrimination et qui luttent contre le système de cascade
- que pendant leur apprentissage, les professeurs reçoivent une formation sur la pauvreté. **Les formations des futurs enseignants intègrent davantage l'étude des aspects socio-culturels de notre société et particulièrement l'enjeu crucial de la lutte contre la pauvreté.**
- le soutien supplémentaire aux jeunes sous la forme d'une personne de confiance

REVENDICATION 3



ACCES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

L'emploi est un moyen important de lutter contre la pauvreté. Mais, tous les emplois ne garantissent pas d'échapper à la pauvreté. Plusieurs conditions doivent être remplies: l'offre d'emploi doit être réaliste et adaptée, un accompagnement doit être assuré, les règles de sécurité au travail doivent être respectées, le contrat doit être durable et le revenu adéquat. De plus, la démarche vers un emploi est conditionnée par l'accès à des droits fondamentaux tels les droits au logement, à la santé,

« J'habite dans un petit appartement à Bruxelles, c'est trop petit pour notre famille et il y a beaucoup d'humidité sur les murs. L'appartement n'est pas suffisamment isolé ; quand nous chauffons, ce sont les voisins qui en profitent. Ce logement m'empêche de me concentrer sur autre chose. »

Latifah, personne en situation de pauvreté

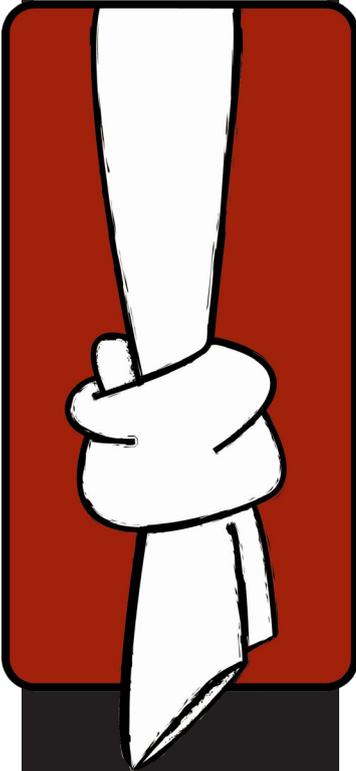
Les familles ayant un bas revenu consacrent beaucoup de temps et d'énergie à survivre et à chercher des solutions à leurs problèmes quotidiens. Un revenu fixe et adéquat peut diminuer d'une façon drastique ces soucis et cette tension permanente. Les parents souhaitent le meilleur pour leurs enfants et souvent, ils doivent faire des efforts incroyables pour trouver l'emploi adéquat qui assurera ce revenu.

« Je suis très content d'avoir finalement du travail. Ça a pris beaucoup de temps avant que je trouve un emploi approprié. Maintenant je l'ai trouvé et cela me rassure: avoir du travail, ça donne de la sécurité pour l'avenir, c'est une base. Maintenant je peux au moins payer le loyer, l'électricité, les frais scolaires des enfants. Bien évidemment, pas de luxe, mais un appui. »

Xavier, personne en situation de pauvreté

« Je n'oublierai jamais ma propre enfance. Et je veux épargner mes enfants, que leur enfance à eux soit différente. Je veux leur donner toutes leurs chances, mais c'est dur. Mon travail est très exigeant, heureusement j'ai un bon horaire. Mais le déplacement me prend beaucoup de temps, le salaire est trop bas pour bien vivre, il faut compter les sous... chaque jour. Ceci prend beaucoup d'énergie. Mais je dois le faire. »

Pascale, expert de vécu



Aujourd'hui, les jeunes sont très vulnérables face au marché de l'emploi. Ils ont trois fois plus de risques d'être au chômage, surtout dans les grandes villes.⁶ Les éléments qui reviennent régulièrement dans les témoignages des jeunes et qui y jouent un rôle important, sont des éléments liés à la formation (le diplôme, le retard scolaire important, le système de la cascade entraîne les jeunes issus des familles pauvres à se retrouver rapidement dans l'enseignement technique ou professionnel,...). Les jeunes issus des familles pauvres ont un risque plus élevé d'être peu qualifiés et les personnes peu qualifiées risquent davantage de devenir des chômeurs de longue durée.⁷

« Je travaille dans l'économie sociale, mais là vous n'avez pas du tout des chances de promotion. Je veux faire autre chose, que moi, j'aime bien, mais comment le faire? Qui m'aidera? »
Thomas, un jeune en situation de pauvreté

BAPN demande:

- lors de l'accompagnement du jeune vers un emploi, une attention spécifique soit accordée à ce que le jeune souhaite faire
- la politique d'emploi mette l'accent sur la création d'emplois durables et de qualité, assurant un soutien suffisant et adapté aux jeunes peu-qualifiés

⁶ 34% des jeunes vivant dans la région bruxelloise sont au chômage. Source: les jeunes en dessous de 25 ans. Source : Observatoire bruxellois de l'emploi - Actiris, 2009.

⁷ http://hiva.kuleuven.be/resources/pdf/publicaties/R1260sv_fr.pdf